

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4516>



Assemblée générale de l'UJFP 2015 - Communiqué

- L'UJFP en action - Communiqués de l'UJFP -

UJFP

Date de mise en ligne : mardi 17 novembre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Voici ci-après le communiqué de l'AG de l'UJFP, qui s'est tenue les 7 et 8 novembre 2015, avec quelques jours de retard.

(les fichiers informatiques s'égarent parfois, comme les courriers postaux....).

L'Assemblée générale s'est tenue les 7 et 8 novembre à Paris.

L'Assemblée s'est tenue dans un contexte de vives tensions, de nature et de degré différents, tant en Israël Palestine qu'en France.

En Israël, les partis d'extrême-droite coalisés font assaut de surenchère dans l'incitation à la violence contre le peuple palestinien.

Avec un total cynisme, le gouvernement Netanyahu accélère la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, couvre la violence des colons et de véritables bandes armées quand il ne l'incite pas, donne le permis de tuer à sa police et son armée, présente les réactions d'une jeunesse palestinienne qu'il veut priver de tout espoir comme une vague terroriste concertée justifiant toutes les mesures de répression et les habituels bombardements sur Gaza toujours sous blocus. La déclaration de Netanyahu faisant du grand mufti de Jérusalem l'inspirateur direct de Hitler et de la solution finale n'est pas une bavure. C'est la volonté de justifier sa politique d'épuration ethnique et d'apartheid par une assimilation directe des Palestiniens au nazisme !

L'Assemblée générale a salué la résistance du peuple palestinien et souligné l'urgence absolue qu'un mouvement de solidarité se développe à l'échelle internationale. Défendant le droit à l'autodétermination du peuple palestinien (dont le droit au retour des réfugiés), l'UJFP n'a pas à se fixer sur une solution étatique plutôt que sur une autre, mais tout Etat doit être l'Etat de tous ses citoyens. Seule l'égalité des droits peut permettre à une communauté juive d'espérer vivre sur ce territoire dans une paix juste et durable, comme l'expliquent également les anticolonialistes israéliens que nous devons soutenir dans leur difficile combat.

Pour cela, la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) à laquelle la société civile palestinienne nous appelle depuis 2005 remporte des succès importants à l'échelle mondiale, et même en France. De grandes firmes comme Orange ou de Véolia cessent leur commerce avec l'Etat d'Israël.

Certes, nous sommes confrontés à une situation particulière en France, où le soutien inconditionnel de Valls et Hollande à Israël se traduit par une volonté de criminaliser l'action citoyenne du boycott. L'"après Charlie" de "guerre au terrorisme" justifie tant les bombardements "là-bas" que la traque de l'ennemi intérieur "ici" et la régression des libertés publiques. Dans un tel contexte la décision de la Cour de Cassation condamnant les militants de Mulhouse vise à décourager les citoyens d'agir, au moment même où l'islamophobie et la romophobie se développent comme un véritable racisme d'Etat. L'UJFP a déjà expliqué comment une telle politique avait pour effet le développement de l'antisémitisme qu'elle prétend combattre. C'est pourquoi nous pouvons saluer le succès de la "Marche pour la Dignité" du 31 octobre dernier appelée par la Marche des femmes pour la Dignité et contre le racisme (MAFED).

L'UJFP participera à la réflexion pour une relance vigoureuse de la solidarité avec le peuple palestinien, en particulier dans le cadre de la campagne BDS France.

Elle sait qu'elle ne sera pas la seule à proposer aux organisations du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens comme aux membres de la Plateforme des ONG pour la Palestine des actions PLUS

larges, PLUS mobilisatrices pour de larges pans de la jeunesse de notre pays aujourd'hui racisés et discriminés."

L'Assemblée générale a été l'occasion d'une rencontre exceptionnelle avec des militants juifs étrangers, membres du Comité pour une Paix Juste au Proche Orient luxembourgeois, de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique, et des Voix Juives Indépendantes du Canada. Chacun a pu exposer la situation dans son propre pays, nous permettant d'en voir les différences et les points communs.

Organisation porteuse d'une parole juive progressiste solidaire du peuple palestinien, l'UJFP confirme que la lutte contre le racisme et les discriminations, dans laquelle beaucoup de ses membres sont depuis longtemps engagés à titre personnel, devait être un pan entier de son activité en tant que telle.

L'UJFP constate avec effroi que la réponse européenne à l'arrivée de millions de "migrants", demandeurs d'asile, réfugiés politiques comme économiques, souvent victimes dans leurs pays du chaos auquel l'Europe a largement contribué, est d'abord une politique de regroupement dans des camps. Des milliers de voix doivent s'élever pour clamer : Arrêtez les camps !

La participation aux comités, collectifs, réseaux tels que le Réseau Education sans Frontières (RESF), Mamans toutes égales (MTE), sortir du colonialisme, les collectifs de soutien aux sans papiers, aux Roms, contre l'islamophobie... fera l'objet d'une attention particulière.

La parution du livre "Une parole juive contre le racisme" début 2016 sera l'occasion de donner une pleine visibilité à l'UJFP sur ces terrains.

L'Assemblée a renouvelé les commissions de vérification des comptes, des conflits, des statuts, et élu un nouveau Bureau national de 13 membres : Pierre Abécassis, Viviane Cohen, Armand Gorentin, Georges Gumpel, Daniel Lévyne, Jean-Claude Meyer, Béatrice Orès, Marie-Christine Roche, André Rosevègue, Michèle Sibony, Pierre Stambul, Richard Wagman, Robert Zimmerman. Les responsabilités en son sein seront réparties lors de sa première réunion le 29 novembre.

Paris le 8 novembre 2015.